# Santé mentale au Maroc : un collectif sensibilise les partis

Zitouni IMOUNACHEN - 2016-08-23 21:55:58 - Vu sur pharmacie.ma

A l'approche des élections, une note a été élaborée par un collectif de huit associations pour sensibiliser les partis politiques aux défis de la santé mentale. Cette note sera envoyée mercredi à tous les partis politiques dans l'objectif d'inclure la question de la santé mentale dans les programmes électoraux.

Au Maroc, les chiffres sont alarmants. La moitié des marocains de plus de 15 ans a fait, fait ou fera l'objet d'un trouble mental à un moment de sa vie allant de l'insomnie jusqu'à la psychose, selon le ministère de la santé. Face à cette situation, une nouvelle loi devait voir le jour mais elle se fait toujours attendre. Le collectif pointe du doigt des insuffisances dans le texte présenté au parlement. Afin de pallier ces insuffisances, le collectif propose plusieurs pistes d'améliorations. Plusieurs points sont ainsi mis en avant, principalement sur le plan juridique, médical, familial et sur la communication. Les popositions concernent notamment le transfert de pension de retraite des parents à leurs ayants droit (enfants malades), en mettant fin aux obstacles liés aux conditions préalables relatives à la déclaration de la maladie du bénéficiaire de la pension avant l'âge de 21 ans, et de ne pas être marié, la nécessité de ne pas travailler.

Sur le plan médical, il est question de la prise en charge médicale totale des malades mentaux avec la garantie de la gratuité pour les plus démunis ou un remboursement pour les assurés. Il s'agit également de garantir la prise en charge des soins hospitaliers, des traitements et du transport par ambulance (en cas de crise). Pour le collectif, le traitement de la maladie doit aussi inclure à la fois les aspects biologiques et psychosociaux (ergothérapie, appartements thérapeutiques, centres de jour…) et encourage la recherche scientifique en la matière au Maroc et s'ouvrir aux diverses expériences étrangères dans ce domaine. Enfin, le volet humain est aussi un point important selon le collectif bien que peu discuté dans le projet de loi.